

Tant que Macron sera au pouvoir le Grand débat sur l'immigration attendu par les Français n'aura pas lieu

écrit par Christine Tasin | 14 janvier 2019



Un excellent et très long article d'Alexandre del Valle sur Valeurs Actuelles développe ce point de vue, étendu à l'identité et l'islamisation.

<https://www.valeursactuelles.com/politique/immigration-identite-islamisation-pourquoi-le-debat-attendu-par-80-des-francais-naura-pas-lieu-102841#main-content>

Je me contenterai de faire le résumé de l'essentiel, en citant les extraits incontournables, pour ceux qui n'ont pas le temps de tout lire :

Alexandre Del Valle répond à la question posée par Macron dans sa lettre :

« Que proposez-vous pour améliorer l'intégration dans notre Nation ? En matière d'immigration, une fois nos obligations d'asile remplies, souhaitez-vous que nous puissions nous fixer des objectifs annuels définis par le Parlement ? Que proposez-vous afin de répondre à ce défi qui va durer ? »

Il n'y aura aucun débat sur le sujet, et, surtout, aucune possibilité de RIC portant sur l'immigration, les lobbies immigrationnistes étant très forts.

« Quant à l'idée « *populiste* » d'inclure la question migratoire dans un futur projet de Référendum d'initiative populaire (RIC), formulée par nombre de gilets jaunes et les partis de droite et souverainistes, elle est totalement écartée et présentée comme « *dangereuse* » car risquant de « *flatter les bas penchants xénophobes* » de la plèbe française autochtone (« *sans-dents* », « *populistes-xénophobes* » ; « *lépreux* », « *lepénisés* », etc). »

[...]

Comme si le fait de débattre de la maîtrise des migrations futures ou en cours était en soi une hostilité envers les étrangers d'hier intégrés et respectueux des valeurs et lois françaises et occidentales.

Débattre sur l'immigration est présenté comme un danger. Vent debout pour interdire aux Français de donner leur avis sur ce sujet. Ils ont juste à subir.

Comme les professionnels des sondages, les élus de tous bords, les journalistes, les experts et les lobbies immigrationnistes savent en fait parfaitement que le baromètre sur la « *confiance* » que le Cevipof (centre de recherche de Sciences Po) confirme chaque année que les Français refusent à près de 70 % l'immigration de masse extra-européenne qui augmente et se poursuit depuis trente ans.

Et Alexandre Del Valle de rappeler que, lors du débat houleux sur la proposition de Sarkozy de mettre en débat l'immigration, Besson avait fait du rétropédalage en 2010 :

« *La France n'est ni un peuple, ni une langue, ni un territoire, ni une religion, c'est un conglomérat de peuples qui veulent vivre ensemble. Il n'y a pas de Français de*

souche, il n'y a qu'une France de métissage».

[...]

Quant à l'immigrationnisme, on peut le définir comme « *l'idéologie extrémiste qui considère l'immigration comme bonne par nature au point de la favoriser sans limites, sans tenir compte de l'intérêt national, des réticences des populations d'accueil, ceci au détriment du principe de préservation de la culture majoritaire, en appelant à violer les lois en vigueur ou à les changer, et en niant toute différence entre migrant légal et illégal puis entre national et étranger dans le cadre d'une hostilité de principe envers la souveraineté des États et l'existence de frontières* ». De ce point de vue, les immigrationnistes (relativistes, révolutionnaires marxistes, bobos multiculturalistes ou capitalistes-libertaires à la Soros) préconisent de favoriser l'immigration massive, de quelque nature qu'elle soit, y compris criminogène, économiquement inutile ou civilisationnellement hostile (anti-occidentale-islamiste), en la présentant à la fois comme étant inéluctable et comme faisant partie du corpus inaliénable des « *droits de l'homme* », eux-mêmes considérés depuis des décennies dans les post démocraties occidentales multiculturalistes comme devant être supérieurs aux lois et constitutions nationales donc à la volonté populaire. D'où l'hostilité farouche des élites de la plupart des pays occidentaux à consulter les populations autochtones ou assimilées à qui est imposée une mutation ethno-civilisationnelle majeure présentée comme bonne, inexorable et « *réparatrice* » pour des Nations européennes ex-coloniales appelées ainsi à expier leurs « fautes » passées, y compris au prix de leur propre submersion culturelle et démographique. Du point de vue de l'idéologie immigrationniste et diversitaire, les pouvoirs politiques ne devraient donc non seulement pas contrôler mais encourager les migrations, même illégales, notamment en dépénalisant le délit d'immigration illégale et en sommant les autochtones légitimement inquiets à s'adapter

aux coutumes et exigences des allochtones. Ce principe sociétal supérieur de l'immigrationnisme commanderait de ce fait aux politiques d'abdiquer leurs prérogatives régaliennes au détriment même de la préservation de l'intérêt national et de la cohésion civilisationnelle du pays, qui devrait dès lors s'incliner devant les intérêts communautaires particuliers des nouveaux venus. Ces derniers sont « *crédeurs* » de « *droits* » dont la contrepartie sont les « *devoirs* » des pays d'accueil, « *débiteurs* » en « *réparations* » morales et matérielles.

[...]

L'idée est également que les pays ex-coloniaux sont « *redevables* » d'une dette morale imprescriptible et qu'ils doivent démontrer leur sincère contrition en renonçant à défendre leur identité et leurs frontières après avoir été pourtant sommés de respecter l'identité et la fierté nationaliste des peuples décolonisés.

[...]

Aux Nations unies comme dans les lobbies pro-Migrants-antiracistes et les discours politiques des partis « *respectables* », seuls les peuples européens-blancs-judéo-chrétiens (Occidentaux « *croisés et sionistes* ») sont accusables de « *racisme* » et contraints à l'immigrationnisme et jamais les pays ex-colonisés afro-islamiques. Ce ventre-mou ouest-européen est donc plus que tout autre lieu le laboratoire d'une Cosmopolis (« *Mc World* ») en devenir où les êtres humains sont appelés à être indifférenciés (« *droit au voile, au piercing ou la minijupe, même combat* »), ce qui implique la disqualification morale d'une politique migratoire choisie et contrôlée et la justification idéologique du refus de s'assimiler et même de s'intégrer de la part de migrants qui « *risqueraient* », s'ils adoptaient les habitudes et cultures des

pays européens d'accueil, de faire obstacle à ce projet cosmopolitiquement correct de dissolution civilisationnelle.

Et les chiffres sont éloquents. Oui, nous sommes bien envahis, même si Alexandre Del Valle refuse la notion de Grand Remplacement (chassez le politiquement correct, il revient au galop...) en précisant que *l'immigration peut être maîtrisée et tempérée par l'intégration-assimilation dans un pays dirigé par des élites décidées à préserver son identité*. Sauf que depuis 30 ans aucun gouvernement n'a eu cette volonté et Macron encore moins que tous les autres.

Le ministère de l'intérieur rend publics chaque année les chiffres officiels de l'immigration en France. Dans la dernière mouture, on apprend ainsi que nos responsables politiques et nos administrations ont délivré quelques 262 000 titres de séjour en 2017, soit une hausse de 13,7 % sur un an, et probablement un peu plus pour l'année 2018. D'après la Direction générale des étrangers en France (DGEF), ce chiffre s'explique par l'augmentation de 35 % des titres accordés à des « *réfugiés* » (à 90% faux réfugiés politiques et vrais migrants économiques illégaux). En 2017, le nombre de « *demandeurs d'asile* » a ainsi pour la première fois franchi la barre des 100 000 en France. Avec pas loin de 300 000 nouveaux migrants supplémentaires annuels en France (majoritairement musulmans afro-maghrébins-turcs-moyen-orientaux-asiatiques), soit trois millions de personnes sur 10 ans, 30 millions sur un siècle... ou encore l'équivalent de la ville de Nice importée chaque année, on nous dit que l'immigration est « *stable* » en France et le pourcentage d'immigrés sensiblement identique depuis 40 ans... En effet, 5,7 millions d'immigrés en France est un chiffre apparemment « *stable* », puisqu'on en dénombrait à peine cinq en 1998 ; de même que le chiffre supposé de musulmans, évalué depuis les années 1990 à quatre ou cinq millions. A ce propos, l'ancien conseiller et ministre de Jacques Chirac, Azouz Bégag, a émis une observation de bon

sens lorsqu'il a déclaré, de façon provocatrice : « *les musulmans et leurs fils n'auraient fait aucun enfant en France depuis 40 ans et aucun nouvel immigré musulman ne s'y serait installé ? Ceci est faux, nous avons fait trois, parfois sept ou dix enfants et nous sommes certainement entre 15 et 20 millions au moins* »... Des chiffres qui, s'ils sont avancés par la droite, les « populistes » ou le RN, sont assimilés à une « fake news » raciste.

Quant au coût de l'immigration, les travaux de l'expert Gourevitch n'ont jamais été démentis sont accablants :

le coût de l'immigration légale représenterait chaque année en France un déficit (c'est-à-dire dépenses moins recettes) de 12,2 milliards (8,5 milliards d'euros pour l'immigration légale et 3,7 milliards pour l'immigration illégale), ceci sachant que les dépenses pour l'immigration illégale se sont encore accrues en 2017-2018. D'après Gourévitch – dont les chiffres ont de quoi rendre fous d'indignation les paysans et artisans français aux retraites ridicules (gilets jaunes ou pas) – il faut ajouter à cela les investissements publics dans l'éducation et les programmes d'intégration (que le Pacte onusien de Marrakech du 11 décembre 2018 préconise d'augmenter). D'autres experts ont corroboré les nombreuses études de Gourévitch selon lesquelles l'immigration de masse pèse plus sur les finances publiques qu'elle ne rapporte à la France : ainsi, en avril 2018, Xavier Chojnicki, Lionel Ragot et Ndeye-Penda Sokhna ont publié un rapport sur « *l'impact budgétaire de 30 ans d'immigration en France* », lequel conclut sans réserve que la contribution nette des immigrés a « *généralement été négative* » entre 1979-2011.

De quoi remettre en cause bien des certitudes immigrationnistes. Et de quoi frustrer tant de Françaises et

Français qui auraient tant souhaité que les milliards investis en grande partie en faveur de l'assistanat d'immigrés extra-européens souvent hostiles aux valeurs occidentales soient utilisés pour relancer la natalité des Européens « *de souche* ». Mais cette seule mention de l'européanité « *de souche* » et l'idée même de réserver des avantages financiers aux nationaux sont d'emblée assimilées à une « *discrimination raciste* ».

Quid de l'intégration ?

Tout le monde connaît la célèbre formule de l'économiste Lafer : « *trop d'impôt tue l'impôt* ». On pourrait dire de la même manière : « *trop d'immigration tue l'immigration* », au sens où à partir d'un certain seuil, l'intégration d'immigrés issus d'horizons civilisationnels différents (en l'occurrence des populations issues de pays islamiques) devient sinon impossible du moins fort compliquée

[...]

Une autre loi de la psychologie et de la géopolitique nous enseigne que plus l'on assiste et l'on accorde à l'Autre victimisé des « *droits* » indiscriminés sans exiger de contreparties, plus apparaît oppressive la contrepartie naturelle que sont les devoirs et moins le bienfaiteur est respecté. D'où la sagesse des grands maîtres d'arts martiaux qui savent pertinemment que plus le prétendant en « *bavera* » avant d'être éligible, plus il sera fier d'avoir été accepté et sera reconnaissant envers son professeur. En conséquence, il apparaît évident que la façon dont les pays européens traitent la question migratoire ne peut déboucher à terme que sur un échec, au détriment du principe d'intégration et au profit des prédateurs islamistes et autres revanchards anti-occidentaux.

Tout se passe comme si l'Europe voulait vraiment que l'immigration devienne une menace existentielle.

cette Europe qui fait subir à ses peuples autochtones une

immigration majoritairement islamique depuis des décennies (regroupements familiaux, migrants illégaux, naturalisations indiscriminées, etc.) au détriment d'une immigration choisie et diversifiée ; (Malte, Chypre et l'ensemble de l'Europe centrale et orientale privilégient au contraire une immigration non-musulmane) et qui crée un appel d'air par son laxisme (quasi impossibilité d'expulser les illégaux et de déchoir de leurs nationalité les naturalisés non loyaux) et son assistanat massif (on vit mieux en Europe sans travailler qu'en bossant dans nombre de pays d'origine), agit en fin de compte comme si elle désirait que l'immigration ainsi incontrôlée et civilisationnellement peu compatible devienne une menace existentielle. Moins complexés dans leur identité nationale, plus traumatisés par le communisme soviétique que par le fascisme, qu'ils ne voient pas partout, habitués qu'ils sont au terrorisme intellectuel marxiste, les pays d'Europe centrale et orientale, pourtant eux aussi démocratiques et membres de l'Union européenne, privilégient au contraire (comme Malte, Chypre et le Luxembourg puis comme la Suisse en dehors de l'UE) une immigration non-musulmane majoritairement européenne. Une « *préférence* » qu'avait préconisée dans les années 1970-80 Alfred Sauvy, le célèbre et respecté démographe, mais que les censeurs cosmopolitiquement/islamiquement corrects ont réussi à assimiler à du « *racisme* », à de l'intolérance et donc à du « *fascisme* ».

C'est bien parce que les Etats, institutions et l'UE ont obéi aux immigrationnistes que la situation, à court ou long terme, est explosive...